

**DOSSIER DE DEMANDE D'ENREGISTREMENT D'UNE INSTALLATION
CLASSEE****Projet d'implantation de deux centrales
d'enrobage****EIFFAGE GC INFRA LINEAIRES***Version 1 – Août 2023*

sur les communes de Wissous et Paray-Vieille-Poste (91)

Étape 7 :**AUTRES PIECES****Pièce jointe n°15 : compatibilité du projet avec
le ou les plan(s), schéma(s) ou programme(s) et
mesures fixées associées**

Rappel : la compatibilité du projet avec les documents d'urbanisme est présentée en **Etape 3 - Pièce Jointe n°4** (PLU, SCoT, ...).

1. COMPATIBILITE AVEC LES OBJECTIFS DU SDAGE, SAGE ET CONTRATS DE MILIEUX

1.1. SDAGE

Institué par la loi sur l'eau de 1992, le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) est un instrument de planification qui fixe pour chaque bassin hydrographique les orientations fondamentales d'une gestion équilibrée de la ressource en eau dans l'intérêt général et dans le respect des principes de la directive cadre sur l'eau et de la loi sur l'eau, des objectifs environnementaux pour chaque masse d'eau (plans d'eau, tronçons de cours d'eau, estuaires, eaux côtières, eaux souterraines).




Le site se trouve dans le périmètre du bassin Seine-Normandie. Le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) de ce bassin, élaboré par le comité de bassin, est adopté le 23 mars 2022 et approuvé par un arrêté d'approbation publié le 6 avril 2022 pour la période 2022 - 2027.




Sur le bassin Seine-Normandie, cette gestion est déclinée en 5 enjeux :





- Enjeu 1 : Pour un territoire sain : Réduire les pollutions et préserver la santé,
- Enjeu 2 : Pour un territoire vivant : Faire vivre les rivières, les milieux humides et la biodiversité en lien avec l'eau,
- Enjeu 3 : Pour un territoire préparé : Anticiper le changement climatique et gérer les inondations et les sécheresses,
- Enjeu 4 : Pour un littoral protégé : Concilier les activités économiques et la préservation des milieux littoraux et côtiers,
- Enjeu 5 : Pour un territoire solidaire : Renforcer la gouvernance et les solidarités du bassin.

Ces enjeux ont toute leur importance pour la préservation de la santé humaine, de la biodiversité et des fonctionnalités écologiques, mais aussi pour l'adaptation du territoire au changement climatique.

Les préconisations du SDAGE 2022-2027 applicables au projet sont présentées dans le tableau suivant, avec la justification de la compatibilité de l'installation :

Enjeu	Orientations	Dispositions	Compatibilité avec le projet
Enjeu 1 : Pour un territoire sain : Réduire les pollutions et préserver la santé	1-1. Identifier et préserver les milieux humides et aquatiques continentaux et littoraux et les zones d'expansion des crues, pour assurer la pérennité de leur fonctionnement	1-1.1. Identifier et préserver les milieux humides dans les documents régionaux de planification	 Le site ne sera pas dans le périmètre d'une zone humide.
		1-1.4. Cartographier les milieux humides, protéger et restaurer les zones humides et la trame verte et bleue dans les SAGE	
	1-2. Préserver le lit majeur des rivières et étendre les milieux associés nécessaires au bon fonctionnement hydromorphologique et à l'atteinte du bon état	1-2.3. Promouvoir et mettre en oeuvre le principe de non-dégradation et de restauration des connexions naturelles entre le lit mineur et le lit majeur	 Les eaux pluviales de ruissellement potentiellement polluées seront traitées par un séparateur d'hydrocarbures. Le projet n'engendrera pas de prélèvement d'eau en nappe ou dans le milieu naturel.
		1-2.5. Limiter les prélèvements dans les nappes et rivières contribuant au fonctionnement des milieux humides	
	1-3. Éviter avant de réduire, puis de compenser (séquence ERC) l'atteinte aux zones humides et aux milieux aquatiques afin de stopper leur disparition et leur dégradation		 Le site ne sera pas dans le périmètre d'une zone humide. Il n'y aura pas d'utilisation d'engrais ou de phosphore dans le cadre des activités. Les eaux sanitaires seront collectées dans une cuve étanche et évacuées par un prestataire agréé.
		1-3.1. Mettre en oeuvre la séquence ERC en vue de préserver la biodiversité liée aux milieux humides (continentaux et littoraux) des altérations dans les projets d'aménagement	

Enjeu	Orientations	Dispositions	Compatibilité avec le projet
			Les eaux pluviales susceptibles d'être polluées (plateforme de stockage d'hydrocarbures et surface imperméabilisée) seront traitées par un séparateur d'hydrocarbures.
Enjeu 2 : Pour un territoire vivant : Faire vivre les rivières, les milieux humides et la biodiversité en lien avec l'eau	2-1. Préserver la qualité de l'eau des captages d'eau potable et restaurer celle des plus dégradés	2-1.1. Définir les aires d'alimentation des captages et surveiller la qualité de l'eau brute	 Le site ne se situe pas dans une aire d'alimentation de captages. Toutes les mesures seront prises pour préserver la qualité de l'eau : rétention des eaux incendie, rejet des eaux usées sanitaires dans une cuve étanche, eaux pluviales potentiellement polluées traitées par un séparateur d'hydrocarbures.
		2-1.2. Protéger les captages via les outils réglementaires, de planification et financiers	
	2-4 : Aménager les bassins versants et les parcelles pour limiter le transfert des pollutions diffuses	2-4.4. Limiter l'impact du drainage par des aménagements spécifiques	 Aucun drainage ou modification des eaux souterraines n'est prévu
	3-1 : Réduire les pollutions à la source	3-1.1. Privilégier la réduction à la source des micropolluants et effluents dangereux	 Tout effluent susceptible d'être pollué sera collecté et traité par les moyens appropriés afin d'assurer la préservation du milieu.

Enjeu	Orientations	Dispositions	Compatibilité avec le projet
	3-2 : Améliorer la collecte des eaux usées et la gestion du temps de pluie pour supprimer les rejets d'eaux usées non traitées dans le milieu	3-2.1. Gérer les déversements dans les réseaux des collectivités et obtenir la conformité des raccordements aux réseaux	 <p>Toutes les mesures seront prises pour limiter les risques de pollution diffuse : rétention des eaux incendie, rejet des eaux usées sanitaires dans une cuve étanche, eaux pluviales potentiellement polluées traitées par un séparateur d'hydrocarbures.</p>
		3-2.2. Limiter l'imperméabilisation des sols et favoriser la gestion à la source des eaux de pluie dans les documents d'urbanisme	 <p>Le site se situe sur une zone de l'aéroport d'Orly déjà imperméabilisée en partie.</p> <p>Aucune nouvelle imperméabilisation n'aura lieu dans le cadre du projet. Les espaces verts préexistants seront conservés.</p>
		3-2.6. Viser la gestion des eaux pluviales à la source dans les aménagements ou les travaux d'entretien du bâti	 <p>Les eaux pluviales de ruissellement potentiellement polluées seront traitées par un séparateur d'hydrocarbures.</p>
	3-3 : Adapter les rejets des systèmes d'assainissement à l'objectif de bon état des milieux	3-3.2. Adapter les rejets des installations des collectivités et des activités industrielles et agricoles dans le milieu aux objectifs du SDAGE, en tenant compte des effets du changement climatique	

Enjeu	Orientations	Dispositions	Compatibilité avec le projet
			<p>Il n'y aura pas de rejets dans les cours d'eau et les eaux ne seront pas en mesure d'impacter la qualité des sols ou des eaux.</p> <p>L'installation respectera les objectifs du SDAGE Seine-Normandie.</p>
Enjeu 4 : Pour un littoral protégé : Concilier les activités économiques et la préservation des milieux littoraux et côtiers	4-1 : Limiter les effets de l'urbanisation sur la ressource en eau et les milieux aquatiques	4-1.2. Assurer la protection des zones d'infiltration des pluies et promouvoir les pratiques favorables à l'amélioration de la capacité de stockage des sols et à l'infiltration de l'eau dans les sols, dans le SAGE	<p align="center">☺</p> <p>Les eaux pluviales de ruissellement potentiellement polluées seront traitées par un séparateur d'hydrocarbures.</p> <p>Le projet n'engendrera pas de prélèvement d'eau en nappe ou dans le milieu naturel.</p>
	4-3 : Adapter les pratiques pour réduire les demandes en eau	4-3.2. Réduire la consommation d'eau potable	<p align="center">☺</p> <p>Les seuls besoins en eau seront pour les besoins sanitaires et les besoins d'aspersion pour limiter les envois de poussières. Le réseau AEP sur site sera utilisé, le besoin spécifique aux centrales représentant un total d'environ 100 m³ / an.</p>
		4-3.3. Réduire la consommation d'eau des entreprises	
	4-6 : Assurer une gestion spécifique dans les zones de répartition des eaux	4-6.3. Modalités de gestion de l'Albien-néocomien captif	☺

Enjeu	Orientations	Dispositions	Compatibilité avec le projet
			<p>Le projet se situe dans la ZRE de l'Albien.</p> <p>Le projet n'engendrera pas de prélèvement d'eau en nappe ou dans le milieu naturel.</p>
	4-7 : Protéger les ressources stratégiques à réserver pour l'alimentation en eau potable future	4-7.1. Assurer la protection des nappes stratégiques	<p align="center">😊</p> <p>Le projet ne se situe à proximité d'aucun captage ; mais se situe dans la ZRE de la nappe de l'Albien.</p> <p>Le projet n'engendrera pas de prélèvement d'eau en nappe ou dans le milieu naturel.</p>

Le projet sera compatible avec le SDAGE 2022-2027 du bassin de la Seine et des cours d'eau côtiers Normands.

1.2. SAGE

Le Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SAGE) est un document de planification de la gestion de l'eau à l'échelle d'une unité hydrographique cohérente (bassin versant, aquifère, ...). Il fixe des objectifs généraux d'utilisation, de mise en valeur, de protection quantitative et qualitative de la ressource en eau et il doit être compatible avec le schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE).

Le SAGE est un document élaboré par les acteurs locaux (élus, usagers, associations, représentants de l'Etat, ...) réunis au sein de la commission locale de l'eau (CLE). Ces acteurs locaux établissent un projet pour une gestion concertée et collective de l'eau.

La commune de Wissous et celle de Paray-Vieille-Poste sont incluses dans :

- Le SAGE de la Bièvre, approuvé le 19 avril 2017 par l'arrêté interpréfectoral n° 2017-1415,
- Le SAGE Orge Yvette, approuvé le 2 juillet 2014 par l'arrêté interpréfectoral n°2014. DDT-SE-275 bis.

D'après les cartographies fournies par les deux SAGE, le site entre dans le périmètre du SAGE Orge Yvette.

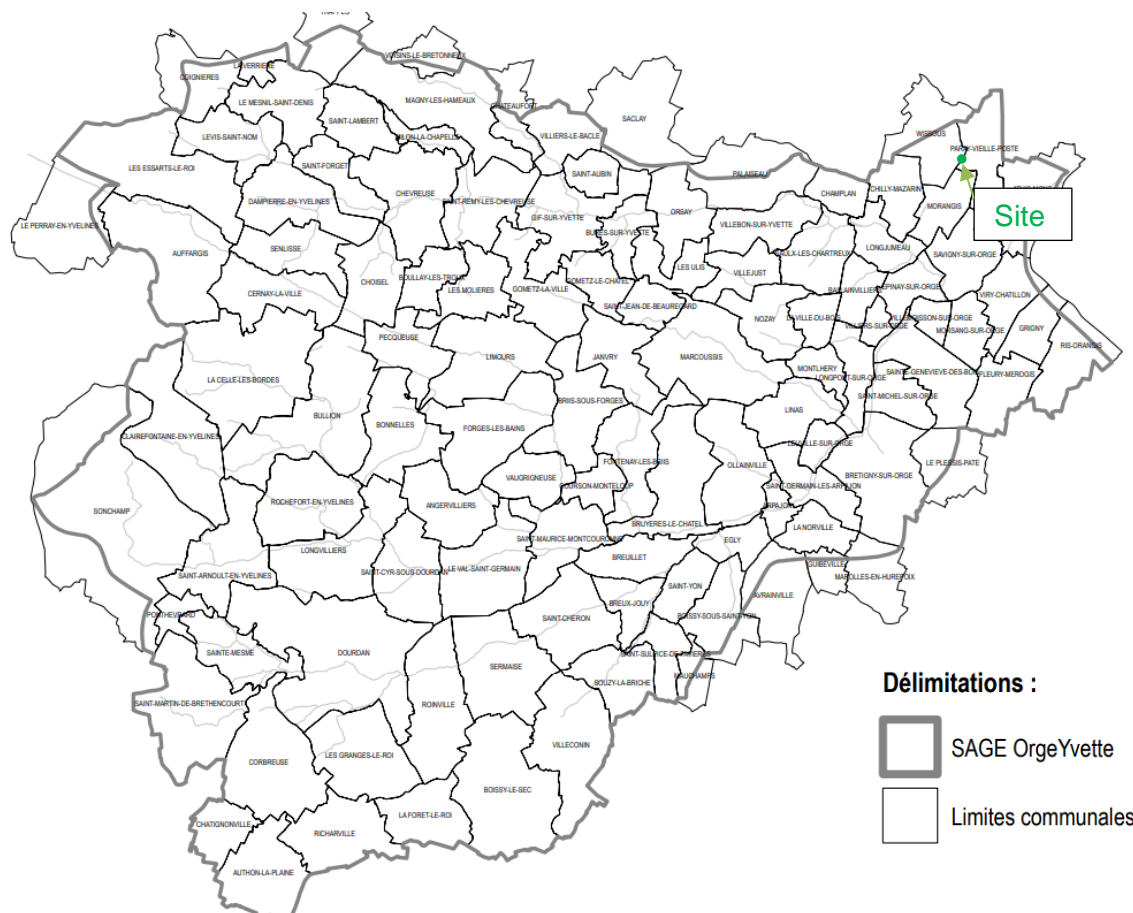





Figure 1 : Périmètre du SAGE Orge Yvette

Le SAGE Orge Yvette est en révision depuis 2021.

Le règlement du SAGE se porte sur les orientations suivantes :

Orientation	Compatibilité avec le projet
Préservation du lit mineur et des berges des cours d'eau	 Le projet ne se situe pas dans ou à proximité d'un cours d'eau. De ce fait il ne perturbera et ne modifiera aucun cours d'eau.
Préservation des zones de fraysère	 Le site se situe en zone imperméabilisée et ne se situe pas à proximité de cours d'eau, et n'est donc pas susceptible d'impacter des zones de fraysère.
Préservation des zones humides identifiées prioritaires	 Le site ne se situe pas dans une zone humide identifiée par le SAGE Orge Yvette (voir figure 2). Aucun impact ne sera porté aux zones humides avérées ou probables proches du site identifiées par la DRIEAT (voir pièce jointe n°8). En effet :

	aucun assèchement, mise en eau, remblai ou imperméabilisation supplémentaire ne sera réalisé.
--	---

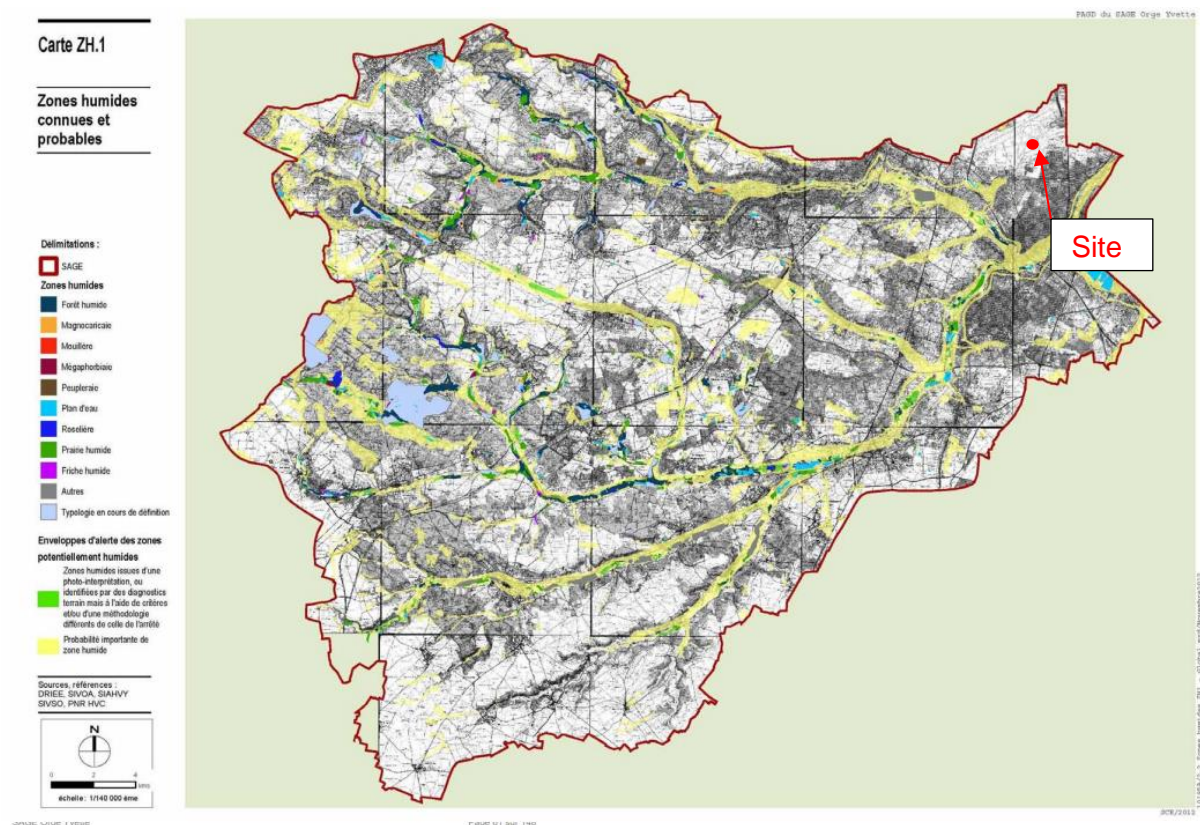


Figure 2 : Zones humides connues et probables sur le territoire du SAGE à proximité du site (source : SAGE Orge Yvette)

Le projet sera compatible avec le SAGE Orge Yvette.

1.3. CONTRAT DE MILIEU

Un contrat de milieu (généralement contrat de rivière, mais également de lac, de baie ou de nappe) est un accord technique et financier entre partenaires concernés pour une gestion globale, concertée et durable à l'échelle d'une unité hydrographique cohérente. Avec le SAGE, le contrat de milieu est un outil pertinent pour la mise en œuvre des SDAGE et des programmes de mesures pour prendre en compte les objectifs et dispositions de la directive cadre sur l'eau.

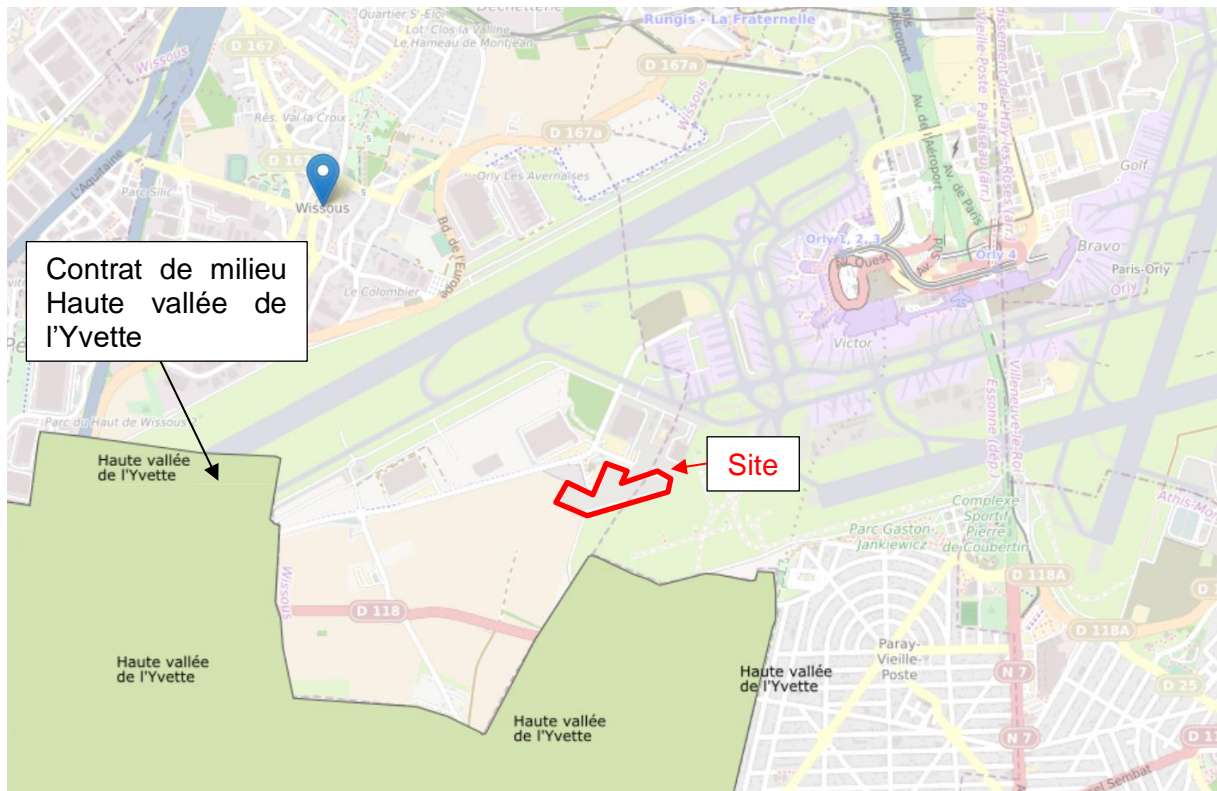


Figure 3 : Contrats de milieux passés ou en vigueur à proximité du site (source : Gest'eau)

Le site ne se trouve pas dans le périmètre d'un contrat de milieu passé ou actif.

2. COMPATIBILITE AVEC LE SCHEMA REGIONAL DES CARRIERES

D'après l'article L515-3 du code de l'environnement, le schéma régional des carrières définit les conditions générales d'implantation des carrières et les orientations relatives à la logistique nécessaire à la gestion durable des granulats, des matériaux et des substances de carrières dans la région. Il prend en compte l'intérêt économique national et régional, les ressources, y compris marines et issues du recyclage, ainsi que les besoins en matériaux dans et hors de la région, la protection des paysages, des sites et des milieux naturels sensibles, la préservation de la ressource en eau, la nécessité d'une gestion équilibrée et partagée de l'espace, l'existence de modes de transport écologiques, tout en favorisant les approvisionnements de proximité, une utilisation rationnelle et économe des ressources et le recyclage. Il identifie les gisements potentiellement exploitables d'intérêt national ou régional et recense les carrières existantes. Il fixe les objectifs à atteindre en matière de limitation et de suivi des impacts et les orientations de remise en état et de réaménagement des sites.

Les autorisations et enregistrements d'exploitations de carrières délivrés en application du titre VIII du livre 1er et du présent titre doivent être compatibles avec ce schéma.

D'après la DRIEAT Île-de-France, le schéma régional est en cours d'élaboration. Les schémas départementaux continuent à s'appliquer jusqu'à son approbation.

2.1. SCHEMA DEPARTEMENTAL DES CARRIERES DE L'ESSONNE (91)

Les schémas départementaux des carrières ont vocation à définir une politique locale d'approvisionnement en matériaux dans des conditions économiques et environnementales acceptables. Son objectif est de promouvoir une utilisation limitée et rationnelle des ressources naturelles, permettant à la fois de répondre aux besoins en matériaux et de préserver les zones sensibles d'un point de vue environnemental (notamment certaines vallées alluvionnaires). Il définit des orientations ou préconisations, notamment en termes de transport de matériaux, d'approvisionnement en matériaux, de réaménagement de carrières ; le document approuvé est un guide pour l'action des acteurs concernés (notamment l'administration, les exploitants, leurs donneurs d'ordre).

Le Schéma Départemental des Carrières présente des orientations destinées à répondre aux enjeux identifiés et à favoriser une meilleure prise en considération de l'environnement, tant au niveau de l'exploitation que de la remise en état. Le Schéma Départemental des Carrières de l'Essonne a été approuvé par arrêté préfectoral le 12 mai 2014.

Le Schéma Départemental des Carrières de l'Essonne fournit principalement des orientations à destination des exploitants de carrières. Les objectifs stratégiques du schéma qui concernent l'activité de l'exploitation sont récapitulés dans le tableau suivant, avec la justification de la compatibilité de l'installation :

Objectif stratégique du Schéma Départemental des Carrières de l'Essonne	Compatibilité de l'installation
Objectif stratégique n°1 : Ne pas augmenter le taux de dépendance des départements franciliens pour les granulats	<div data-bbox="1118 427 1171 479" data-label="Image"> </div> <p>Une partie des matériaux utilisés proviendront de la piste en réhabilitation, permettant donc de limiter le besoin en matériaux.</p>
Objectif stratégique n°1bis : Poursuivre la valorisation des ressources d'importance nationale	<p>Non concerné</p>

Les activités du site seront donc compatibles avec le schéma départemental des carrières de l'Essonne.

3. COMPATIBILITE AVEC LES PLANS ET PROGRAMMES LIES AUX DECHETS

3.1.1. Gestion des déchets

Dans le cadre du projet, les déchets produits par le site feront l'objet d'un premier tri sur place. Ce tri permettra d'orienter les déchets vers les filières de recyclage adéquates. Une sensibilisation des employés travaillant sur le site sera faite dans l'optique d'améliorer le tri des déchets ainsi que de minimiser les volumes produits quand cela est possible.

Le site participera ainsi à l'un des objectifs qui est d'augmenter le taux de captage des déchets dangereux issus des activités industrielles.

Les déchets dangereux seront collectés séparément des déchets non dangereux et valorisés par des entreprises spécialisées. Il sera prévu que tous les déchets dangereux soient identifiés, triés et acheminés vers les filières de traitement et de collecte appropriées. Dans la mesure du possible, les filières de stockage et/ou de valorisation seront choisies en priorité à proximité du site.

Des déchets inertes de diverses granulométries seront recyclés et employés dans le procédé : fraisats d'enrobés, particules fines récupérées par le filtre du dépoussiéreur, déchets d'enrobé bitumeux, etc. Cela permettra d'une part d'éviter les déchets de production liés à l'activité routière ainsi que d'économiser les ressources minérales qui auraient été consommées pour la production de l'enrobé.

STOCKAGE DES DECHETS

Les déchets produits par l'installation sont stockés dans des conditions prévenant les risques de pollution (notamment prévention des envols, des ruissellements, des infiltrations dans le sol, des odeurs, etc.).

Le brûlage des déchets ou de tout produit à l'air libre est interdit.

Les déchets et résidus produits sont stockés, avant leur gestion dans les filières adaptées, dans des conditions ne présentant pas de risques de pollution (prévention d'un lessivage par les eaux météoriques, d'une pollution des eaux superficielles et souterraines, des envols et des odeurs) pour les populations avoisinantes et l'environnement.

Les stockages temporaires, avant gestion des déchets spéciaux, sont réalisés sur des cuvettes de rétention étanches et si possible protégés des eaux météoriques.

ELIMINATION DES DECHETS

Les déchets du site sont collectés et valorisés par des partenaires agréés :

- déchets assimilables aux ordures ménagères, gérés selon les modalités en vigueur de la commune,
- déchets dangereux en quantités limitées.

La traçabilité et le suivi des déchets seront gérés en interne : contrôle des prestataires, archivage des bons d'enlèvement BSD (bordereaux de suivi des déchets).

Conformément à la réglementation, les sociétés chargées du transport et de l'élimination des déchets sont titulaires d'un arrêté d'autorisation préfectorale et des agréments de transport requis.

3.1.2. Conformité aux plans d'élimination

La Loi NOTRe du 7 août 2015 a transféré aux Régions l'ensemble de la compétence de planification en matière de déchets (non dangereux, dangereux, inertes) qui nécessite d'élaborer un Plan régional de prévention et de gestion des déchets (PRPGD). Les travaux d'élaboration du PRPGD seront intégrés aux schémas régionaux d'aménagement, de développement durable et d'égalité des territoires (SRADDET) dont ils constitueront la dimension déchets.

Le PRPGD a pour objet de coordonner à l'échelle régionale les actions entreprises par les parties prenantes concernées par la prévention et la gestion des déchets, visant à atteindre les objectifs nationaux de la politique de valorisation des déchets qui ont été adoptés par la loi relative à la transition énergétique pour la croissance verte.

Le Plan Régional de Prévention et de Gestion des Déchets de la région Île-de-France a été adopté le 21 novembre 2019.

Les principales orientations du PRPGD sont les suivantes :

- lutter contre les mauvaises pratiques ;
- assurer la transition vers une économie circulaire en développant une stratégie régionale globale d'économie circulaire ;
- mobilisation générale pour réduire les déchets : mieux produire, mieux consommer, lutter contre les gaspillages ;
- mettre le cap sur le « zéro déchet » enfoui et réduire le stockage ;
- relever le défi du tri et du recyclage matière et organique ;
- une contribution à la réduction du stockage et un enjeu francilien spécifique : la valorisation énergétique ;
- mettre l'économie circulaire au cœur des chantiers franciliens ;
- réduire la nocivité et mieux valoriser et capter les déchets dangereux diffus ;
- prévenir et gérer les déchets issus de situations exceptionnelles, notamment les inondations.

Les objectifs du PRPGD pouvant être applicables au projet sont répertoriés dans le tableau suivant :

	Objectifs clés
DMA	Réduction de 10% des DMA en kg/hab en 2025 par rapport à 2010 et réduction supérieure à 10% en 2031 par rapport à 2010
DAE	Réduction des DAE : - 10% en kg/emploi et en kg/€ (unité de valeur produite) en 2031 par rapport à 2014
Déchets du BTP	A l'horizon 2026 : -15% du gisement des déblais inertes et autres déchets inertes par rapport à 2015 -10 % du gisement de déchets non inertes, non dangereux par rapport à 2015
Valorisation matière et organique des DNDNI	Valorisation matière des DNDNI de 60% en 2025 et 65% en 2031
Valorisation matière des DMA	Généralisation du tri des emballages plastiques à l'horizon 2022
Valorisation matière des déchets organiques	Généralisation du tri à la source des déchets organiques en 2025 sans obligation de moyen
Valorisation matière / tri des DAE	100% des DAE collectés en mélange orientés vers une chaîne de tri en 2025 2025 : au moins 65% de valorisation matière 2031 : au moins 70% de valorisation matière
Valorisation matière des déchets du BTP	Valorisation matière des déchets du BTP : 70 % en 2020 en tonnages globaux par rapport à la situation 2010
Valorisation énergétique des déchets résiduels	Assurer la valorisation énergétique des déchets résiduels issus d'une collecte séparée ou d'un tri (hors boues de STEP)

L'exploitant a une attention particulière au tri et à la valorisation des déchets non dangereux engendrés par son site. Le tri permet d'optimiser la collecte de ces déchets.

Les déchets dangereux sont collectés séparément des déchets non dangereux et valorisés par des entreprises spécialisées.

Chaque type de déchets émis est identifié et collecté dans des conteneurs spécifiques pour ensuite suivre la filière de valorisation adaptée.

Lorsque c'est possible, les déchets générés par l'activité sont réutilisés ou envoyés vers des filières de valorisation/recyclage.

Le site n'est pas de nature à remettre en cause les objectifs définis par le PRPGD.

La gestion des déchets non dangereux et dangereux engendrés par l'exploitation du site est compatible avec le PRPGD Île-de-France.

4. COMPATIBILITE AVEC LE PROGRAMME D'ACTIONS NATIONAL ET REGIONAL POUR LA PROTECTION DES EAUX CONTRE LA POLLUTION AUX NITRATES D'ORIGINES AGRICOLES

L'utilisation des fertilisants organiques et minéraux, naturels et de synthèse contenant des composés azotés (fertilisants azotés), ainsi que les pratiques agricoles associées font l'objet de programmes d'actions dans les zones vulnérables désignées conformément aux dispositions de l'article R. 211-77.

La désignation des zones vulnérables se fonde sur la teneur en nitrate des eaux douces et sur l'état d'eutrophisation des eaux douces superficielles, des eaux des estuaires, des eaux côtières et marines qui résultent du programme de surveillance prévu par l'article R. 211-76, tout en tenant compte des caractéristiques physiques et environnementales des eaux et des terres, des connaissances scientifiques et techniques ainsi que des résultats des programmes d'action pris en application des articles R. 211-80 à R. 211-84.

Les communes de Wissous et Paray-Vieille-Poste sont classées en zones vulnérables aux nitrates du bassin Seine-Normandie d'après l'arrêté n°IDF_2021_08_04_00005.

A noter que le site ne sera pas un exploitant agricole et qu'il n'y aura pas d'emploi ou de stockage de nitrates dans le cadre des activités.

De manière générale, il faut rappeler que toutes les mesures seront prises pour éviter les pollutions du sol et du sous-sol : surface de l'implantation de la centrale d'enrobage imperméabilisée, présence d'un séparateur d'hydrocarbures pour les eaux pluviales potentiellement polluées.

Le projet sera compatible avec le Programme d'Actions National et le Programme d'Actions Régional pour la protection des eaux contre la pollution aux nitrates d'origines agricoles.

5. COMPATIBILITE AVEC LES OBJECTIFS DES PLANS ET PROGRAMMES LIES A LA QUALITE DE L'AIR

5.1. PLAN DE PROTECTION DE L'ATMOSPHERE

Le Plan de Protection de l'Atmosphère (PPA) concerne les agglomérations de plus de 250 000 habitants et les zones dont les concentrations en polluant risquent de dépasser les valeurs limites fixées par le décret n°98-360 du 6 mai 1998.

La région Île-de-France dispose d'un PPA, approuvé par arrêté inter-préfectoral du 31 janvier 2018.

Les dispositions de l'arrêté inter-préfectoral s'appliquant à l'ensemble du territoire de l'Île-de-France, les communes de Wissous et Paray-Vieille-Poste sont concernées par ce PPA.

Le PPA vise en particulier 5 secteurs :

- Le secteur aérien,
- Le secteur agricole,
- Le secteur industrie, particulièrement les installations de combustion et incinération,
- Le secteur résidentiel-tertiaire et chantiers,
- Le secteur du transport routier.

En particulier, il est question de renforcer le contrôle des installations de combustion de 2 à 50 MW.

L'exploitant adopte les dispositions suivantes, de façon à prévenir l'envol de poussières et polluants divers :

- Vitesse de circulation réduite sur le site,
- Le brûlage à l'air libre sera interdit sur le site,
- humidification des matériaux en cas de risque d'envol de poussières,
- contrôle périodique des installations

Le site respectera les prescriptions du plan de protection de l'atmosphère de l'Île-de-France.

5.2. SRCAE



L'article 68 de la Loi Grenelle 2 prévoit l'élaboration d'un Schéma Régional du Climat, de l'Air et de l'Energie (SRCAE) par le Préfet de Région et le Président de Région qui constituera un document d'orientation stratégique. Ces dispositions sont complétées et précisées par le décret n°2011-678 du 16 juin 2011 relatif aux SRCAE.



Le SRCAE de l'Île-de-France a été approuvé le 23 novembre 2012 et arrêté par le préfet de région le 14 décembre 2012.

Les objectifs stratégiques du SRCAE visent, à horizon 2020 :

- Les bâtiments,
- Les énergies renouvelables et de récupération,
- La consommation électrique
- Les transports,
- Les activités économiques,
- L'agriculture,
- Les modes de consommation durables,
- La qualité de l'air,
- L'adaptation au changement climatique.

Les objectifs applicables au projet sont :

Objectif	Conformité du projet
Transports	
TRA 2.2 Optimiser l'organisation des flux routiers de marchandises	 Le site de fabrication des enrobés se situe dans l'emprise de l'aéroport à proximité immédiate du chantier de réfection.
TRA 3.2 Favoriser le recours à des véhicules moins émetteurs et moins consommateurs	 Utilisation de véhicules répondant aux dernières normes européennes
Activités économiques	

ACTIVITES ECONOMIQUES - ECO 1.2 Inciter aux synergies et mutualisations entre acteurs économiques d'une même zone d'activités	 Installation temporaire : difficile d'envisager toutes synergie ou mutualisation
Adaptation au changement climatique	
ACC 1.3 Réduire les consommations d'eau	 L'activité du site n'engendrera pas de consommation particulière d'eau, outre pour l'éventuel arrosage afin d'éviter l'envol de poussières.

A son échelle, le projet respectera les objectifs du SRCAE.